



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Marché Public de Maîtrise d'œuvre

Maître d'ouvrage : UNIVERSITE DE RENNES 1

**UNIVERSITE DE RENNES 1
Direction des affaires financières et de la politique d'achat
Pôle des Achats
2, rue du Thabor-CS 46510
35043 RENNES CEDEX**

CCAP numéro : 2025009PAS

**établi en application du code de la commande publique
(ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret 2018-1075 du 3 décembre 2018)**

Maîtrise d'œuvre pour la rénovation intérieure du bâtiment 26, campus Beaulieu à Rennes

**La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Procédure adaptée en application du code de la commande publique
Articles L.2123-1 et R.2123-1, R.2123-4, R-2123-5**

- Version établie en date du 20/02/2025

PREAMBULE.....	4
1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 TITULAIRE DU MARCHÉ.....	4
1.3 FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE.....	5
1.4 SOUS-TRAITANCE.....	5
1.5 CATEGORIE D'OUVRAGE, NATURE ET MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX	5
1.6 ELEMENTS DE MISSIONS	5
1.6.1 MISSIONS DE BASE	5
1.6.2 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES.....	6
1.7 PERSONNES CONCERNEES PAR L'OPERATION SANS ETRE PARTIES AU CONTRAT	6
1.7.1 CONDUITE D'OPERATION.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
1.7.2 CONTROLE TECHNIQUE	6
1.7.3 COORDINATION DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	6
1.7.4 COORDINATION DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE	6
1.8 MARCHÉ COMPLEMENTAIRE POUR REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	6
1.9 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES	7
1.10 CLAUSE DE REEXAMEN	7
1.10.1 MODIFICATION DE LA REMUNERATION	7
1.10.2 PRIMES	7
1.10.3 CIRCONSTANCE IMPREVISIBLE	7
2. PIECES CONTRACTUELLES.....	8
3. TVA.....	8
4. FORFAIT DE REMUNERATION ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES.....	8
4.1 MODALITES DE FIXATION DU FORFAIT DE REMUNERATION PROVISOIRE	8
4.2 MODALITES DE FIXATION DU FORFAIT DE REMUNERATION DEFINITIF.....	8
4.3 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES	9
5. PRIX	9
5.1 FORME DES PRIX	9
5.2 MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX	9
5.3 MODALITE DE VARIATION DES PRIX	9
6. MODALITES DE REGLEMENT	10
6.1 AVANCE	10
6.2 ACOMPTES, DEMANDES DE PAIEMENT, DECOMPTES	10
6.2.1 DEMANDES DE PAIEMENT.....	11
6.2.2 REMISE DE LA DEMANDE DE PAIEMENT	11
6.2.3 ACCEPTATION DE LA DEMANDE DE PAIEMENT PAR LE MAITRE D'OUVRAGE.....	11

6.2.4	DEMANDE DE PAIEMENT FINALE – DECOMPTE FINAL	11
6.2.5	DECOMPTE GENERAL DEFINITIF	12
6.3	DELAIS DE PAIEMENT	12
6.4	DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
6.5	INTERETS MORATOIRES	13
6.6	REGLEMENT EN CAS DE COTRAITANTS OU DE SOUS-TRAITANTS PAYES DIRECTEMENT	13
7.	<u>DELAIS</u>	13
7.1	DELAIS D'EXECUTION	13
7.1.1	DEMARRAGE	13
7.1.2	EXPIRATION.....	14
7.1.3	PROLONGATION	14
7.2	DELAIS D'ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ETUDES ET DELAIS D'APPROBATION DU MAITRE D'OUVRAGE	14
7.3	DELAIS POUR LA VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTE MENSUELS ET FINAL	15
7.3.1	PROJETS DE DECOMPTE MENSUELS.....	15
7.3.2	PROJET DE DECOMPTE FINAL	15
8.	<u>PENALITES</u>	16
8.1	GENERALITES	16
8.2	PENALITES POUR RETARD DANS LA PRESENTATION DES DOCUMENTS D'ETUDES.....	16
8.3	PENALITES DANS LA VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTE MENSUELS ET FINAL	16
8.4	PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L'INSTRUCTION DES MEMOIRES EN RECLAMATION DES ENTREPRENEURS	17
8.5	PENALITES POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS DU MAITRE D'ŒUVRE	17
9.	<u>PRIMES.....</u>	17
10.	<u>CLAUSES SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE</u>	17
10.1.	CLAUDE D'INSERTION SOCIALE.....	17
10.2.	CLAUDE ENVIRONNEMENTALE.....	17
11.	<u>COUTS DES TRAVAUX ET SEUILS DE TOLERANCE</u>	17
11.1	COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX	17
11.2	TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX	18
11.3	SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX	18
11.4	COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX	18
11.5	COUT DE REALISATION DES TRAVAUX.....	18
11.6	TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX.....	19
11.7	SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX	19
11.8	COMPARAISON ENTRE REALITE ET TOLERANCE	19
11.9	PENALITE POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX	19
11.10	MESURES CONSERVATOIRES	19
12.	<u>ORDRES DE SERVICE.....</u>	19
12.1	EMIS PAR LE MAITRE D'OUVRAGE ET DESTINES AU MAITRE D'ŒUVRE	19

12.2	EMIS PAR LE MAITRE D'ŒUVRE ET DESTINES AUX ENTREPRISES	20
13.	<u>PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL</u>	20
14.	<u>REPARATION DES DOMMAGES.....</u>	20
15.	<u>UTILISATION DES RESULTATS</u>	20
15.1	UTILISATION DES CONNAISSANCES ANTERIEURES	20
15.2	UTILISATION DES RESULTATS	20
16.	<u>PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....</u>	20
17.	<u>EXECUTION DES PRESTATIONS</u>	21
17.1	OPERATIONS DE VERIFICATIONS	21
17.2	ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET.....	21
17.2.1	ADMISSION (RECEPTION)	21
17.2.2	AJOURNEMENT	22
17.2.3	REFACTION.....	22
17.2.4	REJET.....	22
17.3	ACHEVEMENT DE LA MISSION.....	23
18.	<u>INTERRUPTION ET SUSPENSIONS DES PRESTATIONS - RESILIATION.....</u>	23
18.1	INTERRUPTION ET SUSPENSION DES PRESTATIONS	23
18.1.1	INTERRUPTION DES PRESTATIONS POUR RETARD DE PAIEMENT.....	23
18.1.2	SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES.....	23
18.2	RESILIATION.....	23
19.	<u>ASSURANCES.....</u>	24
19.1	ASSURANCES DU MAITRE D'OEUVRE	24
19.1.1	ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE	24
19.1.2	ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE.....	24
19.1.3	ATTESTATIONS D'ASSURANCE	24
19.2	ASSURANCES DU MAITRE D'OUVRAGE :.....	25
20.	<u>REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES</u>	25
21.	<u>MEMOIRES EN RECLAMATION</u>	25
22.	<u>DEROGATION CCAG TRAVAUX</u>	26

Préambule

Textes d'application :

- Dispositions législatives et réglementaires applicables aux contrats de la commande publique émanant du Code de la Commande Publique [CCP], JORF du 5 décembre 2018, conformément à l'Ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et au Décret 2018-1075 du 3 décembre 2018.
- Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre.

Modalités :

Les missions et conditions principales confiées au futur titulaire du marché de maîtrise d'œuvre susvisé sont définies aux articles L. 2430-1, L. 2431-1 à L. 2431-3, L. 2432-1 et L. 2432-2 du CCP et détaillées dans les articles ci-après du présent CCAP.

1. Objet du Marché – dispositions générales

1.1 *Objet du Marché*

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières est un marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation des prestations suivantes :

Maîtrise d'œuvre pour la rénovation intérieure du bâtiment 26, campus de Beaulieu à Rennes

1.2 *Titulaire du marché – compétences attendues*

Le maître d'œuvre réalisera sa mission dans les règles de l'art. En sa qualité de d'homme de l'art, le maître d'œuvre est tenu, pendant toute la durée du projet, d'un devoir de conseil envers le maître de l'ouvrage, y compris en phase de conception.

Ce devoir de conseil implique que le maître d'œuvre signale au maître d'ouvrage l'entrée en vigueur, au cours de l'exécution des travaux, de toute nouvelle réglementation applicable à l'ouvrage, afin que celui-ci puisse éventuellement ne pas prononcer la réception et décider des travaux nécessaires à la mise en conformité de l'ouvrage.

La responsabilité du maître d'œuvre pour manquement à son devoir de conseil peut être engagée, dès lors qu'il s'est abstenu d'appeler l'attention du maître d'ouvrage sur des désordres affectant l'ouvrage et dont il pouvait avoir connaissance, en sorte que la personne publique soit mise à même de ne pas réceptionner l'ouvrage ou d'assortir la réception de réserves.

Ainsi, le maître d'œuvre doit conseiller le maître d'ouvrage au regard des circonstances de droit et de fait susceptibles d'intervenir pendant toute la durée du projet et jusqu'à la date de réception de l'ouvrage.

Il est rappelé que l'équipe de maîtrise d'œuvre comprendra obligatoirement :

- un BET fluides.

Le maître d'ouvrage souhaite que l'ensemble des missions soit organisé et coordonné par un unique interlocuteur, garant de la cohérence de l'ensemble des missions et des interactions entre les différents acteurs et intervenants.

Le titulaire s'engage à fournir les coordonnées précises (NOM, Prénom, qualité, téléphone, adresse électronique) d'un référent projet qui suivra les phases études et travaux.

Tout changement durant l'exécution du marché devra obligatoirement être notifié au minimum un mois à l'avance à l'interlocuteur de la maîtrise d'ouvrage et validé par ce dernier.

1.3 Forme juridique de l'attributaire

Les candidats peuvent se présenter sous la forme de groupements d'opérateurs économiques, qu'il s'agisse d'un groupement conjoint ou d'un groupement solidaire.

En application de l'article R.2142-23 du code de la commande publique, la personne publique interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant en qualité de mandataire de plusieurs groupements.

En application des articles R.2142-20 et R.2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur public.

Conformément à l'article 3.5.4 du CCAG-MOE, dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire.

Si cette mise en demeure reste sans effet, le maître d'ouvrage invite les membres du groupement à désigner, dans un délai de trente jours, un autre mandataire parmi eux. A défaut, et à l'issue du délai de trente jours courant à compter de la notification de l'invitation du maître d'ouvrage d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire.

Cette substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et la rémunération afférente.

1.4 Sous-traitance

Nota : Si le maître d'œuvre est un architecte, il ne peut ni prendre ni donner en sous-traitance la mission définie à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, conformément à l'article 37 du code de déontologie des architectes.

Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles L.2193-4, L.2193-5, R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

1.5 Catégorie d'ouvrage, nature et mode de dévolution des travaux

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrage bâtiment et concerne un aménagement.

La dévolution des travaux est prévue par marchés séparés.

1.6 Eléments de missions

Le démarrage de chaque élément de mission se fera par ordre de service.

1.6.1 Missions de base

La mission confiée au maître d'œuvre sera constituée des éléments de mission suivants :

- DIAG: Les études de DIAGNOSTIC;
- AVP : Les études D'AVANT-PROJET
- PRO : Les études de PROJET ;
- ACT : L'ASSISTANCE au maître de l'ouvrage pour la passation des CONTRATS de TRAVAUX ;

- VISA/EXE: L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et leur visa lorsqu'elles ont été faites par un opérateur économique chargé des travaux et les études d'exécution lorsqu'elles sont faites par le maître d'œuvre.
- DET : La DIRECTION de l'EXÉCUTION des contrats de TRAVAUX ;
- AOR : L'ASSISTANCE au Maître de l'ouvrage lors des OPÉRATIONS DE RÉCEPTION et pendant l'année de garantie de parfait achèvement (GPA).

1.6.2 Prestations supplémentaires éventuelles

- PSE 1 : OPC : Ordonnancement, Pilotage, et Coordination
- PSE 2 : SSI : Coordination SSI

1.7 Personnes concernées par l'opération sans être parties au contrat

1.7.1 Maîtrise d'ouvrage déléguée

La maîtrise d'ouvrage déléguée est assurée par la filiale de l'Université de Rennes : KAMPUS 2050.

1.7.2 Contrôle technique

☐ Sans objet pour cette opération

☒ Le Maître d'Ouvrage désignera un Contrôleur Technique. Celui-ci assurera une mission dont le rôle est défini dans la loi n° 78-12 (constructeur – responsabilités et assurances) du 4 janvier 1978 – Titre 3, articles 8 à 11.

Cette mission de contrôle technique de la construction comportera les composantes : L, LE, Av, S, PS, VIE, Hand...

Le Maître d'œuvre devra tenir compte pour l'exécution des travaux de l'ensemble des observations du contrôleur technique afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation des travaux.

1.7.3 Coordination de sécurité et de protection de la santé

☐ Sans objet pour cette opération

☒ Le Maître d'Ouvrage confiera à un Coordonnateur S.P.S. une mission de coordination de la Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs intervenant sur le bâtiment de catégorie 3.

Les missions du coordonnateur SPS, les conditions et modalités d'exercice de ses missions, les compétences qu'il doit avoir et la formation nécessaire pour acquérir ces compétences sont précisées dans le Code du travail (articles R. 4532-11 à R. 4532-37).

Le coordonnateur SPS exerce ses missions sous la responsabilité du maître d'ouvrage (article R. 4532-11) dont les obligations sont définies aux articles R. 4532-4 à R. 4532-10.

1.7.4 Coordination des systèmes de sécurité incendie

☐ Sans objet pour cette opération

☒ Le Maître d'Ouvrage confiera à un coordonnateur SSI la mission de coordination des systèmes de sécurité incendie pour cette opération.

1.8 Marché complémentaire pour réalisation de prestations similaires

Suivant les dispositions de l'Article R.2122-7 du code de la commande publique, les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations de travaux similaires, qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché.

Les conditions d'exécution de ce marché seront les suivantes :

- consultation de l'attributaire du présent marché sur la base d'un descriptif technique des travaux à réaliser ;

- remise par l'attributaire du présent marché d'une offre de prix comportant une décomposition du prix globale et forfaitaire dans les délais fixés par le maître d'ouvrage ;
- les conditions administratives du nouveau marché seront celles figurant au présent CCAP.

Ce marché de prestations similaires pourra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.9 Prestations supplémentaires ou modificatives

Le maître d'ouvrage peut prescrire au maître d'œuvre, par ordre de service, l'exécution de prestations modificatives ou supplémentaires après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le maître d'œuvre ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du maître d'ouvrage.

Ces modifications ne peuvent changer l'objet du marché ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le maître d'œuvre lors de la mise en concurrence.

Le maître d'ouvrage ne peut émettre d'ordres de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives que dans la mesure où le montant cumulé des ordres de service qui n'ont pas donné lieu à la signature d'un avenant est inférieur à 10 % du montant hors taxes du marché. Au-delà de ce seuil, le maître d'œuvre peut refuser d'exécuter le ou les ordres de service tant qu'ils n'ont pas fait l'objet d'un avenant.

1.10 Clause de réexamen

1.10.1 Modification de la rémunération

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, la rémunération du maître d'œuvre fait l'objet de clauses de réexamen permettant, quel que soit le montant des modifications :

- le passage à la rémunération définitive dans les conditions définies à l'article 4.2 du CCAP ;
- d'adapter les études du maître d'œuvre en présence de variantes retenues par le maître d'ouvrage lors de la passation et de l'attribution des marchés de travaux :
 - lorsque le maître d'ouvrage a pris la décision d'ouvrir aux variantes lors de la passation des marchés de travaux puis de les retenir lors de la signature, la rémunération du maître d'œuvre est réexaminée si les études de conception doivent impérativement être reprises ou qu'une nouvelle autorisation d'urbanisme est nécessaire ;
 - en présence de telles variantes, le maître d'œuvre indique dans un document annexé au rapport d'analyse des offres les conséquences de leur prise en compte sur sa mission et les incidences éventuelles sur sa rémunération, exprimée en journées de travail supplémentaires selon les montants journaliers identifiés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.
- la révision des prix du marché dans les conditions définies à l'article 5.3 du CCAP.

1.10.2 Primes

Sans objet.

1.10.3 Circonstance imprévisible

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance. Il est tenu compte, notamment :

Affaire n° 2025009PAS : Maîtrise d'œuvre pour la rénovation intérieure du bâtiment 26, campus Beaulieu à Rennes,

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le maître d'œuvre est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par le maître d'ouvrage peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

2. Pièces contractuelles

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le programme incluant le détail de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux, ainsi que ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre dans sa dernière version ;
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- L'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre ;

3. TVA

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

4. Forfait de rémunération et prestations supplémentaires

4.1 Modalités de fixation du forfait de rémunération provisoire

Le montant provisoire de la rémunération est basé :

- pour les Phases DIAG, APS, APD :
 - o sur le montant du devis
- pour les Phases PRO, ACT, VISA/EXE, DET et AOR :
 - o sur le montant de la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître de l'ouvrage, défini dans les conditions de l'article D2 de l'acte d'engagement, assorti du taux de rémunération "t" fixé dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

4.2 Modalités de fixation du forfait de rémunération définitif

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur l'estimation prévisionnelle définitive des travaux.

Le forfait définitif est fixé dans le cadre d'un avenant N° 1 qui arrête le coût prévisionnel des travaux et adapte en conséquence la rémunération du maître d'œuvre.

Le taux de rémunération appliqué pour le calcul du forfait de rémunération provisoire est ensuite appliqué à l'estimation prévisionnelle définitive issue de l'APD pour calculer le montant définitif du forfait de rémunération.

Le calcul du taux de rémunération définitive s'appliquera sur les phases PRO et suivantes.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0, mois de la date limite de réception des offres.

Clause incitative : si le coût prévisionnel des travaux est inférieur au montant de la part affectée aux travaux indiqué dans l'AE, le forfait définitif sera égal au forfait provisoire et non recalculé sur le coût prévisionnel.

4.3 Prestations supplémentaires ou modificatives

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre, l'ordre de service mentionné à l'article 1.9 fixe provisoirement le prix nouveau retenu par le maître d'ouvrage pour leur rémunération après consultation du maître d'œuvre.

Ce prix provisoire, permettant une juste rémunération du maître d'œuvre, est utilisé pour le règlement des acomptes jusqu'à la fixation du prix définitif. Le maître d'œuvre est réputé avoir accepté le prix provisoire fixé par l'ordre de service si, dans le délai de trente jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ce prix, il n'a pas présenté d'observation au maître d'ouvrage en indiquant, avec toutes justifications utiles, le prix qu'il propose. En cas de désaccord, le maître d'ouvrage règle provisoirement les sommes qu'il admet.

Lorsque le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sont d'accord pour arrêter le prix définitif, celui-ci fait l'objet d'un avenant, sauf si le prix est devenu définitif dans le silence du maître d'œuvre en application de l'alinéa ci-dessus.

5. Prix

5.1 Forme des prix

Le prix est révisable selon les modalités de variations définies à l'article 5.3 du présent CCAP.

5.2 Mois d'établissement des prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 (m0 Etudes) fixé dans l'acte d'engagement à l'article D1. A, soit le mois de remise de l'offre finale.

5.3 Modalité de variation des prix

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient C de révision, donnée par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 \text{ Im/Io}$$

dans laquelle Im et Io sont les valeurs prises par l'index ING respectivement au mois m0 et au mois m (mois de révision) au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission doit être remis conformément aux échéances prévues par le marché.

Ce mois m est déterminé comme suit :

- APS, APD, PRO, ACT et AOR : index du mois au cours duquel les documents prévus à l'art 6-2 sont remis au maître d'ouvrage
- DET, VISA, OPC, SSI : index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage doit procéder au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procèdera à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

6. Modalités de règlement

6.1 Avance

Option A du CCAG-MOE

Selon les articles L2191-2, L. 2191-3 et R.2191-3 du code de la commande publique, sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R.2191-6 et R.2191-7 du code de la commande publique.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

La catégorie des micro, petites et moyennes entreprises (PME) est constituée des entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros cf. recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 sur la définition des PME.

Cette avance est fixée entre 5% du montant initial du marché TTC, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est fixée entre 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65,00% du montant TTC du marché.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

6.2 Acomptes, demandes de paiement, décomptes

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde.

Le montant de chaque acompte est déterminé par le maître d'ouvrage, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant, produit par le maître d'œuvre.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement :

Éléments de mission	Exigibilité de l'acompte
Etudes de diagnostic/esquisse	80% à la remise du dossier
	20% à l'approbation du maître d'ouvrage
Etudes d'avant projet sommaire	80% à la remise du dossier
	20% à l'approbation du maître d'ouvrage
Etudes d'avant projet définitif	80% à la remise du dossier
	20% à l'approbation du maître d'ouvrage

Etudes de projet	80% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître d'ouvrage
Assistance pour la passation des contrats de travaux	50% à la remise du DCE 30% à la remise du rapport d'analyse des offres 20% après la mise au point des marchés de travaux
Etudes d'exécution	au prorata de l'avancement de la mission
VISA	au prorata de l'avancement de la mission
Direction de l'exécution des contrats de travaux	90% $\frac{DEI}{n}$ n étant le nombre de mois correspondant à la période de préparation du chantier + le nombre de mois de chantier 10% à la remise du décompte général définitif
Assistance aux opérations de réception	80 % à compter de la date de réception 15 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés 5% à la fin du délai de garantie de parfait achèvement

6.2.1 Demandes de paiement

La demande de paiement est datée. Elle est accompagnée de toutes les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Elle mentionne les références du marché ainsi que :

- le montant des prestations exécutées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections
- la décomposition des prix forfaitaires ou le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- en cas de groupement conjoint ou solidaire, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

6.2.2 Remise de la demande de paiement

La remise d'une demande de paiement intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent. Le maître d'œuvre transmet alors au maître d'ouvrage une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

6.2.3 Acceptation de la demande de paiement par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître notamment les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler. Si ce montant est différent de celui figurant dans la demande de paiement, il notifie le montant qu'il a ainsi arrêté au maître d'œuvre.

6.2.4 Demande de paiement finale – décompte final

Le maître d'œuvre transmet sa demande de paiement finale au maître d'ouvrage après l'achèvement du marché de maîtrise d'œuvre.

Cette demande de paiement finale est le décompte final établissant le montant total des sommes auquel le maître d'œuvre prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché.

Le maître d'œuvre est lié par les indications figurant sur le décompte final.

Le maître d'œuvre notifie son décompte final au maître d'ouvrage dans un délai de trente jours à compter de la notification de la dernière décision d'admission des prestations ou, en l'absence d'une telle notification, à la fin du délai fixé à l'article 20.2 du CCAG MOE.

Si, après avoir été mis en demeure de le faire, le maître d'œuvre ne produit pas son décompte final dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la mise en demeure, le maître d'ouvrage établit d'office le décompte final aux frais du maître d'œuvre.

6.2.5 Décompte général définitif

Le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- le décompte final
- l'état du solde hors révision de prix définitive, établi à partir du décompte final ;
- l'état récapitulatif des acomptes perçus et du solde hors révision de prix définitive.

Le montant du décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Lorsque la valeur finale des indices ou index de référence n'est pas connue au moment de l'établissement du décompte général, ce dernier est établi en prenant en compte la dernière valeur de référence connue.

Si le maître d'ouvrage a connaissance d'un litige ou d'une réclamation susceptible de concerner le maître d'œuvre au moment de la signature du décompte général, celui-ci est assorti d'une mention indiquant expressément l'objet du litige ou de la réclamation. A défaut, lorsque le décompte général sera devenu définitif, le maître d'ouvrage ne pourra appeler le maître d'œuvre à le garantir des condamnations qui pourraient être prononcées à son encontre dans le cadre d'une procédure contentieuse au titre des litiges ou réclamations dont il avait connaissance au moment de l'établissement du décompte.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général dans un délai de trente jours à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage du décompte final transmis par le maître d'œuvre.

Dans un délai de trente jours courant à compter de la date à laquelle le décompte général lui a été notifié, le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage ce décompte revêtu de sa signature, avec ou sans réserve, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général est donnée sans réserve par le maître d'œuvre, il devient le décompte général et définitif. La date de sa notification au maître d'ouvrage constitue le point de départ du délai de paiement.

6.3 Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours suivant le Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

6.4 Paiements

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique, les factures **doivent** être émises par un envoi électronique sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures peuvent être adressées en version dématérialisée au format PDF à l'adresse mail suivante :

ac-sfacturier@univ-rennes.fr

Adresse :

Université de Rennes
Campus de Beaulieu
263 avenue du Général Leclerc
CS 74205 - 35042 RENNES

Identifiants :

N° SIREN : 130030513
N° SIRET : 13003051300019
Numéro d'enregistrement de la TVA : FR37130030513
Numéro UAI : 0353074B

6.5 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais susmentionnés fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Les intérêts courent à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date incluse de mise en paiement du principal.

Le décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique majore le taux des intérêts moratoires. En effet, en vertu de son article 8, « le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ».

6.6 Règlement en cas de cotraitants ou de sous-traitants payés directement

Il sera effectué conformément aux dispositions des articles 12-1 et 12-2 du CCAG-MOE, sous réserve des dispositions du code de la commande publique (ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret 2018- 1075 du 3 décembre 2018).

7. Délais

7.1 Délais d'exécution

7.1.1 Démarrage

Le délai d'exécution du premier élément de mission, court à compter de la date précisée dans l'ordre de service de démarrage des prestations.

Le point de départ du délai d'exécution des éléments de mission suivant le premier élément de mission part à la date précisée dans l'ordre de service de démarrage de l'élément de mission concerné.

7.1.2 Expiration

La date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des études au maître d'ouvrage selon les modalités prévues par les documents particuliers du marché, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

7.1.3 Prolongation

Lorsque le maître d'œuvre est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du maître d'œuvre fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le maître d'ouvrage prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l'exécution du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de ces stipulations, le maître d'œuvre signale au maître d'ouvrage les causes qui font obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de trente jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à trente jours.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du maître d'œuvre, pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai. Passé ce délai, le maître d'ouvrage est réputé, par son silence, avoir accepté la demande du maître d'œuvre.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

En cas de prolongation de la durée du chantier ayant pour conséquence une augmentation de plus de 10% par rapport à celle prévue dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, par rapport à celle résultant initialement des marchés de travaux, les parties se rapprochent afin, d'une part, d'examiner les causes de ce retard, et, d'autre part, de déterminer si ce retard ouvre droit à rémunération complémentaire.

7.2 Délais d'établissement des documents d'études et délais d'approbation du maître d'ouvrage

La décision du maître d'ouvrage d'admission en l'état ou avec observations, d'ajournement, de refaction ou de rejet des documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

	Délais d'établissement des documents en semaines	Délais d'approbation en semaines
Etudes de diagnostic	2	1
Etudes d'avant projet sommaire	2	1
Etudes d'avant projet définitif	1	1
Etudes de projet	3	1
Dossier de consultation des entreprises	1	1

Le point de départ des délais et le nombre d'exemplaires à fournir au maître d'ouvrage sont les suivants :

	Point de départ des délais de présentation des études	Nomb re d'exe mplair es	Support
Etudes de diagnostic	Date de démarrage de la mission telle que définie à l'article E de l'acte d'engagement	2	Papier + fichier pdf
Etudes d'avant-projet sommaire	Date indiquée dans l'ordre de service	2	Papier + fichier pdf
Etudes d'avant-projet définitif		2	Papier + fichier pdf
Etudes de projet		2	Papier + fichier pdf + fichier AUTOCAD
Assistance pour la passation des contrats de travaux - DCE		2	Papier + fichier pdf
Etudes d'exécution / Visa		3	Papier + fichier pdf
Assistance lors des opérations de réception - DOE	Date de la réception par le maître d'œuvre des DOE des entreprises	2	Papier + fichier pdf + fichier AUTOCAD

7.3 Délais pour la vérification des projets de décompte mensuels et final

7.3.1 Projets de décompte mensuels

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 12.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux, à la vérification des projets de décompte mensuels établis par le titulaire et qui lui sont transmis par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Après vérification le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire. Il transmet au maître d'ouvrage en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie au titulaire.

Le délai d'intervention du maître d'œuvre pour vérifier le projet de décompte mensuel du titulaire et établir l'état d'acompte est fixé à 7 jours à compter de la date de réception du document.

7.3.2 Projet de décompte final

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par le titulaire conformément à l'article 12.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux le décompte général.

8. Pénalités

8.1 Généralités

Le maître d'œuvre est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Le montant total des pénalités de retard appliquées au maître d'œuvre ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

8.2 Pénalités pour retard dans la présentation des documents d'études

En cas de retard dans l'exécution des prestations par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage applique des pénalités.

En application de l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 3000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur de l'élément de mission auquel se rattache la prestation en retard et sur lequel est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA,

dudit élément de mission ;

R = le nombre de jours de retard.

Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer les pénalités de retard, il invite, par écrit, le maître d'œuvre à présenter ses observations dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze jours. Le maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au maître d'œuvre pour présenter ses observations. A défaut de réponse du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage applique les pénalités de retard.

Si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le maître d'œuvre ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

8.3 Pénalités dans la vérification des projets de décompte mensuels et final

Si le délai fixé à l'article 7.3 du CCAP n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé :

- pour les projets de décompte mensuels, à 1/3000 du montant HT de l'acompte correspondant. Cependant, si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entrepreneurs, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables, dans la limite du taux légal applicable.
- pour les projets de décompte final, à 1/30 000 du montant HT du décompte final.

8.4 Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation des entrepreneurs

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 15 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant est de 100 € HT par jour calendaire de retard.

8.5 Pénalités pour manquement aux obligations du maître d'œuvre

En cas d'absence non justifiée (départ de la personne de l'entreprise, arrêt, congés, ...) du référent en cours de projet, il sera appliqué une pénalité de 1 000€ HT par mois d'absence.

En cas de changement de référent du marché en cours de projet sans raison justifiée, sans délai de prévenance et sans validation du maître d'ouvrage (conformément à l'article 1.2), il sera appliqué une pénalité de 2 000€ HT.

En cas d'absence aux réunions de chantier du représentant du maître d'œuvre, il sera appliqué une pénalité de 50€ HT par réunion où l'absence a été constatée.

En cas de retard supérieur à 30 minutes aux réunions de chantier du représentant du maître d'œuvre, il sera appliqué une pénalité de 50€ HT par réunion où le retard a été constaté.

En cas de non transmission des comptes rendus de chantier, il sera appliqué une pénalité de 100€ HT par compte-rendu non diffusé.

9. Primes

Sans objet.

10. Clauses sociale et environnementale

10.1. Clause d'insertion sociale

Sans objet.

10.2. Clause environnementale

Sans objet.

11. Coûts des travaux et seuils de tolérance

11.1 Coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois mo (mois) fixé par l'acte d'engagement.

11.2 Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Par dérogation à l'article 13.2 du CCAG-MOE, le taux de tolérance calculé sur le coût prévisionnel des travaux est de **4,00 %**.

11.3 Seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 11.2.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage lui demande.

11.4 Coût de référence des travaux

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT 01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois m_0 du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m_0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Coût de référence = *montant des offres* $\times \frac{m_0 \text{ études}}{m_0 \text{ travaux}}$

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux. Le maître d'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 21 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai défini par le MOA à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure de consultation ou engager une nouvelle négociation.

11.5 Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet.

Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Une décision fixe le montant du coût de réalisation des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans les documents ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 correspondant au mois de remise de l'(ou des) offre(s) ayant permis la passation des contrats de travaux.

11.6 Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Par dérogation à l'article 13.2 du CCAG-MOE, le taux de tolérance calculé sur le coût prévisionnel des travaux est de **2,00 %**.

11.7 Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article 11.6.

11.8 Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

11.9 Pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 11.7, le concepteur supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération t fixé à l'acte d'engagement multiplié par 2.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

11.10 Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 11.7 des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage (par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission VISA, EXE, DET et AOR).

12. Ordres de service

12.1 Emis par le maître d'ouvrage et destinés au maître d'œuvre

Les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'ouvrage. Le maître d'œuvre en accuse réception datée.

Les ordres de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives qui ont une incidence financière sur le marché donnent lieu à une juste rémunération dans les conditions de l'article 14 du CCAG MOE.

Le point de départ du délai d'exécution des éléments de mission suivant le premier élément de mission part à la date précisée dans l'ordre de service de démarrage de l'élément de mission concerné.

12.2 Emis par le maître d'œuvre et destinés aux entreprises

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des travaux" (DET) le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur.

Les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Le titulaire en accuse réception datée.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage (article 3.8.1 du CCAG Travaux).

13. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Il sera fait application de l'article 6 du CCAG-MOE.

Les obligations qui s'imposent au maître d'œuvre sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

14. Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du maître d'ouvrage par le maître d'œuvre, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'œuvre.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du maître d'œuvre par le maître d'ouvrage, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'ouvrage.

15. Utilisation des résultats

15.1 Utilisation des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont définies à l'article 22.6 du CCAG-MOE. Leur régime d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 23.2 du CCAG-MOE.

Toute modification, adaptation ou traduction projetée sur les connaissances antérieures concédées fait l'objet d'un accord préalable du maître d'œuvre et le cas échéant, d'une convention spécifique.

15.2 Utilisation des résultats

Les résultats sont définis à l'article 22.1 du CCAG-MOE. Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 24.1 du CCAG-MOE.

16. Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors

de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le maître d'ouvrage, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

Lorsque le maître d'œuvre met en œuvre un traitement pour le compte du maître d'ouvrage, pour que le traitement des données réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées du maître d'ouvrage ;
- les obligations du maître d'ouvrage et celles du maître d'œuvre vis-à-vis de ce dernier, en particulier l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Les documents particuliers du marché précisent également les pénalités applicables au maître d'œuvre en cas de méconnaissance de la réglementation.

En cas de manquement, par le maître d'œuvre ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 30.

17. Exécution des prestations

17.1 Opérations de vérifications

Pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission en l'état, d'admission avec observations, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, le maître d'ouvrage dispose de délais différenciés selon les éléments de mission de la prestation de maîtrise d'œuvre. Ces délais sont fixés dans les documents particuliers du marché.

Le point de départ du délai de vérification est la date de remise par le maître d'œuvre, ou de livraison, des prestations au maître d'ouvrage.

17.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet

17.2.1 Admission (réception)

Le maître d'ouvrage prononce l'admission des prestations en l'état ou avec observations si celles-ci répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au maître d'œuvre de la décision d'admission en l'état ou d'admission avec observations.

Si le maître d'ouvrage ne notifie pas sa décision dans le délai précité, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai. La décision du maître d'ouvrage d'ordonner le démarrage d'un élément de mission de maîtrise d'œuvre vaut en tout état de cause admission tacite de l'élément de mission précédent.

17.2.2 Ajournement

Le maître d'ouvrage, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le maître d'œuvre à présenter à nouveau au maître d'ouvrage, les prestations mises au point, dans un délai de trente jours.

Le maître d'œuvre doit faire connaître son acceptation dans un délai de quinze jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du maître d'œuvre ou de silence gardé par lui durant ce délai, le maître d'ouvrage a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter dans un délai de quinze jours courant à partir de la notification du refus du maître d'œuvre ou à partir de l'expiration du délai de quinze jours ci-dessus mentionné.

Si le maître d'œuvre présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le maître d'ouvrage dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le maître d'œuvre.

17.2.3 Réfaction

Lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au maître d'œuvre une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Le maître d'œuvre dispose de trente jours pour présenter ses observations. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du maître d'ouvrage.

Si le maître d'œuvre formule des observations, le maître d'ouvrage dispose ensuite de trente jours pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du maître d'œuvre et l'admission est réputée sans réfaction.

17.2.4 Rejet

Lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations ne sont pas conformes aux stipulations du marché, telles qu'elles ne peuvent être admises en l'état et qu'il n'apparaît pas possible d'en prononcer l'ajournement ou la réfaction, il prononce une décision motivée de rejet des prestations concernées qui est notifiée au maître d'œuvre. La décision de rejet ne peut être prise qu'après que le maître d'œuvre ou son représentant ait été convoqué pour être entendu. Le maître d'œuvre dispose de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour présenter ses observations par écrit ou adresser un mémoire en réclamation au sens de l'article 35 du CCAG MOE. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de rejet du maître d'ouvrage. Si le maître d'œuvre formule des observations, le maître d'ouvrage dispose ensuite de trente jours pour confirmer sa décision de rejet motivée notifiée au maître d'œuvre ou pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du maître d'œuvre.

En cas de rejet des prestations, le maître d'œuvre est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Si les nouvelles prestations présentées par le maître d'œuvre sont à nouveau rejetées par le maître d'ouvrage, le contrat est résilié pour faute du maître d'œuvre dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG MOE.

17.3 Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de "Garantie de parfait achèvement" (prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE.

18. Interruption et suspensions des prestations - Résiliation

18.1 Interruption et suspension des prestations

18.1.1 Interruption des prestations pour retard de paiement

Lorsque le versement d'un acompte n'intervient pas dans un délai de trois mois à compter du point de départ du délai de paiement, le maître d'œuvre peut notifier au maître d'ouvrage son intention d'interrompre les prestations au terme d'un délai de trente jours. Lorsque les prestations sont interrompues dans ces conditions, les délais d'exécution des prestations sont prolongés de plein droit du nombre de jours compris entre la date d'interruption des prestations et celle du paiement des acomptes en retard.

Si le versement de l'acompte n'est pas intervenu dans le délai de six mois suivant l'interruption effective des prestations, le maître d'œuvre est en droit de ne pas les reprendre et de demander par écrit la résiliation du marché.

18.1.2 Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par le maître d'ouvrage. Lorsque la suspension est demandée par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du maître d'œuvre pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le maître d'œuvre est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 35 du CCAG-MOE.

18.2 Résiliation

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 27 à 32 du CCAG-MOE avec les précisions suivantes.

Si le maître d'ouvrage décide de la cessation définitive de la mission du maître d'œuvre sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision est notifiée conformément à l'article 27 du CCAG-MOE et la fraction de la mission ou de l'élément de mission déjà accomplie est rémunérée.

Affaire n° 2025009PAS : Maîtrise d'œuvre pour la rénovation intérieure du bâtiment 26, campus Beaulieu à Rennes,

Dans ce cas de résiliation, par dérogation à l'article 31 du CCAG MOE, le maître d'œuvre perçoit une indemnité de 4% de la partie résiliée du marché.

Les articles du CCAG-MOE traitant de la résiliation pour faute du titulaire (art 30) et les autres cas de résiliation (art 18) s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

19. Assurances

19.1 Assurances du maître d'oeuvre

19.1.1 Assurance de responsabilité civile professionnelle

Le maître d'œuvre souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Le niveau des garanties exigées par le maître d'ouvrage est adapté aux risques relatifs à l'opération de construction objet du marché.

19.1.2 Assurance de responsabilité civile décennale

Pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, le maître d'œuvre souscrit l'assurance décennale obligatoire visée à l'article L. 241-1 du code des assurances.

Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L. 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A. 243-1 du même code. Pour les architectes, il est conforme aux exigences de l'article 16 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Pour les ouvrages de construction non soumis à l'obligation légale d'assurance, mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, lorsque le CCAP ou tout autre document qui en tient lieu le prévoit, le maître d'œuvre doit contracter une assurance de responsabilité décennale.

Les montants de garantie, s'ils sont fixés, sont adaptés aux limites du marché de l'assurance. A la notification du marché, le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre le coût prévisionnel total de l'opération de construction, honoraires compris.

19.1.3 Attestations d'assurance

Le maître d'œuvre doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le maître d'œuvre doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

En cas d'assurance de responsabilité décennale obligatoire au titre de la garantie décennale, le maître d'œuvre doit justifier qu'il satisfait à cette obligation, dans les conditions prévues par les articles L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances, par la remise d'une attestation conforme aux dispositions des articles A. 243-2 et suivants du code des assurances. L'attestation doit être valable à la date de l'ouverture du chantier sur lequel le maître d'œuvre intervient et pour les activités objet de son marché.

19.2 Assurances du maître d'ouvrage :

Le maître d'ouvrage précise, dans les documents particuliers du marché, les assurances obligatoires ou facultatives qu'il a contractées ou contractera lui-même, notamment les assurances « Tous risques chantiers », « Dommages-ouvrages », « Responsabilité civile » ou un « Contrat collectif de responsabilité décennale » (CCRD).

20. Règlement des différends et des litiges

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Si un règlement à l'amiable n'est pas possible, les litiges seront réglés par les lois et règlements du droit français.

Instance chargée d'informer au sujet des procédures de recours et de l'instruction des dossiers :

Tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien - 3, Contour de la Motte- CS 44416
35000 RENNES
Tél. : 02 23 21 28 28 - Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le décret 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Le comité consultatif compétent est constitué de médiateurs délégués régionaux, accessible sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/mediateurs-regionaux>

Coordonnées du comité consultatif régional :

DIRECCTE DES PAYS DE LA LOIRE
Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics
22 mail Pablo Picasso - BP 24209
44042 NANTES Cedex 1
Tél : 02 53 46 79 83 (mardi matin, mercredi, jeudi matin, de 9h à 12h) : Mme Régine QUESNET
Fax : 02 53 46 79 79
Mél : Paysdl.ccira@direccte.gouv.fr

21. Mémoires en réclamation

Les faits générant l'apparition d'un différend sont listés à l'article 35 du CCAG-MOE.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage doit faire l'objet, de la part du maître d'œuvre, d'un mémoire en réclamation exposant les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué au maître d'ouvrage au plus tard à la remise du projet de décompte final.

La date d'apparition d'un différend est le point de départ du délai accordé au titulaire pour présenter un mémoire en réclamation, sous peine de forclusion.

22. Dérogation CCAG Travaux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Thématique	Articles présents CCAP	Articles dérogés CCAG
Retard dans l'exécution	4.1	14
Vérifications et réceptions	5.1	26.2
Sous-traitance indirecte	1.6.2	3.6.2
Pièces contractuelles marché	2	4
Résiliation	18.2	31
Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux	11.2	13.2
Tolérance sur le coût de réalisation des travaux	11.6	13.2

Fait à l'UNIVERSITE DE RENNES 1, le 20/02/2025.

Document établi par le Pôle des Achats et la Direction de l'Immobilier et de la Logistique

- par délégation de M. le Président de l'Université de Rennes 1